



Une fois qu'on a effacé 37 % du corps électoral, on fait quoi ?

La soirée des dupes. C'est ce à quoi aura ressemblé ce 7 juillet 2024 pour quiconque accepte de regarder avec un tant soit peu de lucidité cette folle comédie du qui perd gagne. Au-delà du soulagement affiché par tous ceux pour qui « battre le RN » compte plus que de savoir comment faire en sorte que des électeurs ne soient plus tentés de voter pour lui, les déclarations tonitruantes des uns et des autres, empressés de proclamer la victoire pour se rendre incontournables, ne peuvent aboutir qu'à la confusion et, pire encore, à la frustration. De ce 7 juillet et de ce qui va immanquablement suivre, des Français de tous bords tireront la conclusion qu'ils se sont fait voler l'élection, et rien n'est plus dangereux.

Résumons. Au soir du second tour, la France est plus que jamais divisée en trois blocs au coude-à-coude. À ceci près, et c'est le premier point, que, comme lors du premier tour, le parti qui a rassemblé le plus de voix, plus de 10 millions de suffrages, se retrouve en troisième position : 37 % pour le RN, 27 % pour la gauche, 25 % pour le centre et 9 % pour la droite LR. C'est la logique du scrutin majoritaire et cela permet, depuis des décennies, de garantir la stabilité des gouvernements. Et si le RN ne parvient toujours pas à nouer des alliances, c'est bien qu'il incarne encore et toujours quelque chose d'irréductiblement repoussant pour le reste du champ politique. Fermez le ban ? Non. Car aucun démocrate ne peut se satisfaire du gel de plus d'un tiers du corps électoral. Surtout si cette mise à l'écart permet aux autres forces politiques de ne tirer aucune leçon de la montée en flèche d'un parti pourtant repoussoir. Or c'est exactement ce qui se passe sous nos yeux.

Sociologiquement, ce n'est plus une fracture, c'est un gouffre. Dans une élection pour laquelle les citoyens se sont déplacés en nombre, les habitants des territoires ruraux, des villes moyennes et des villages, les actifs, les indépendants,

les commerçants, les employés et les ouvriers vont une fois de plus avoir l'impression de n'être pas entendus. Non pas que ces électeurs-là soient hostiles à la dimension sociale du programme du Nouveau Front populaire. Ces Français veulent davantage de services publics, davantage de justice sociale et fiscale. Mais pour le reste ? Le sentiment de déclassement, de paupérisation, de relégation d'une population qui aspire à conserver son mode de vie et ses valeurs dans un monde mêlant communautarisme et globalisation ne se résume pas à la question sociale, même si les trahisons depuis quarante ans d'une gauche qui, au nom du pragmatisme, a épousé le néolibéralisme expliquent le retour (enfin !) de cette question sociale dans le débat politique avec le mouvement des Gilets jaunes et celui qui s'est opposé à la réforme des retraites.

De ce 7 juillet et de ce qui va immanquablement suivre, des Français de tous bords tireront la conclusion qu'ils se sont fait voler l'élection. Rien n'est plus dangereux.

Le deuxième point, c'est justement le triomphalisme d'élus et d'électeurs de gauche qui se satisfont, donc, de réduire au silence une partie des classes populaires par cet argument moral, le « front républicain », qui modifie les équilibres électoraux et donne l'illusion d'un plébiscite pour le Nouveau Front populaire. Le hold-up tenté dès dimanche soir par un Jean-Luc Mélenchon plus trotskiste que jamais, faisant croire à ses troupes qu'il peut exister un gouvernement

Nouveau Front populaire en mesure d'appliquer son programme, avait une fois de plus quelque chose de trumpien. La réalité est tout autre. Même avec la mécanique des reports de voix, qui, par l'effacement, dès le premier tour, de nombre de candidats macronistes, victimes de la détestation profonde qu'inspire le président, a donné un poids décisif, dans le « tout sauf le RN », au NFP, il n'y aura pas, à l'Assemblée, de majorité pour voter le programme de la gauche. Le faire croire, c'est préparer une déception qui débouchera sur la violence. Mais c'est bien ce que souhaite, encore et toujours, le chef des Insoumis.

Le troisième point est celui-ci : les interdits moraux imposés par la classe médiatique sur nombre de sujets empêchent de faire émerger une proposition politique qui puisse résoudre les contradictions profondes auxquelles se heurte l'offre actuelle. Un exemple ? Pendant des années, il fut littéralement interdit de pointer la baisse tragique du niveau scolaire. Quiconque évoquait l'absence totale de maîtrise de la langue par les élèves se voyait traité de réactionnaire et accusé de sacrifier cette « science des imbéciles » que serait l'orthographe (dans un oubli assez significatif de l'importance majeure de la grammaire et du vocabulaire sur la capacité d'un individu à penser le monde et former son libre arbitre). Le gauchisme culturel qui dominait dans le milieu enseignant depuis les années 1970, institutionnalisé par la loi d'orientation sur l'école de 1989, avait à ce point infusé dans les médias que toute remise en cause du dogme valait disqualification, accusation d'élitisme bourgeois, voire de racisme. Résultat, l'école a continué de s'enfoncer et les citoyens français ont intégré qu'elle reproduit désormais les inégalités au lieu de récompenser le mérite de ceux qui travaillent. C'est le sauve-qui-peut, du moins pour ceux qui ont les moyens de fuir vers le privé, amplifiant la mécanique mortifère. Une alliance politique qui se revendique de la mémoire du Front populaire aurait pu se pencher sur cet immense ministre de l'Éducation nationale que fut Jean Zay, porté par l'idée que le savoir approfondit l'humanité en nous. Jean Zay, auteur d'une circulaire interdisant tout signe politique et religieux dans les écoles. Jean Zay, qui, dans la lignée de Jean Jaurès, faisait des instituteurs, qui sont l'outil indispensable à l'émancipation des citoyens, le cœur d'un système éducatif dans lequel la discipline est la condition de l'apprentissage.

Tant que les courants dominants de la gauche française, confortés par le microcosme médiatique, refuseront de comprendre que les classes populaires attendent une école où leurs enfants pourront apprendre dans de bonnes conditions et seront récompensés s'ils travaillent et respectent les règles, tant qu'ils mépriseront ces ouvriers, employés et petits commerçants qui veulent que soient transmises les valeurs et les références qui ont forgé la culture française et qui sont indissociables de la forme politique qu'est la République, ils verront ces populations se tourner vers un parti qui prétend défendre cela, alors même que c'est le contraire de son histoire. Et ce qui est vrai pour l'école l'est pour l'immigration, pour la sécurité, tous ces domaines dans lesquels l'État doit assurer la protection des citoyens et la cohésion du corps politique.

**Si ces élections
ne servent, une fois
de plus, qu'à
refermer le couvercle
de la marmite,
en se disant que Dieu
merci, "on a évité
le pire", nous allons
à la catastrophe.**

Cet interdit moral posé sur certains sujets par les milieux journalistiques a une conséquence tragique : ils sont abandonnés au FN devenu RN. Au point que, désormais, on considère comme acquis le fait qu'être pour une régulation de l'immigration au motif qu'elle pèserait à la baisse sur les salaires, discours tenus au XX^e siècle par la gauche, de Jean Jaurès à Georges Marchais, vous classe à droite. Et la Nation comme cadre de la souveraineté du peuple et donc de la démocratie ? De droite aussi. Voire d'extrême droite. Et la critique d'une construction européenne détournée de son objet initial pour devenir l'instrument de promotion de la libre circulation des capitaux et des marchandises, et du contournement des droits sociaux arrachés par la classe ouvrière au cours du XX^e siècle ? D'extrême droite.

Ces droits sociaux, justement, furent conquis non pas parce qu'une gauche bienveillante aurait eu à cœur de les faire progresser mais parce que, dans le rapport de force qu'imposaient les grèves, l'existence concrète d'un système communiste que certains trouvaient désirable obligeait les tenants du capital à des concessions importantes. Aujourd'hui, la présence d'un parti certes incapable de former des cadres et d'articuler une vision cohérente du pays mais pesant un tiers du corps électoral ne joue que difficilement ce rôle. Pourquoi ? Parce que la disqualification morale efface le rapport de force. Et parce que, dans ce jeu pervers, les élites intellectuelles de la gauche martèlent que si les classes populaires expriment parfois leur inquiétude devant les émeutes et les pillages, devant la destruction de toute forme d'intégration et la puissance des revendications communautaires, c'est uniquement sous l'influence de quelques médias d'extrême droite.

Plus que jamais, la France est en train de réinventer un système censitaire dans lequel le capital culturel et le capital économique peuvent faire taire ceux qui n'ont ni l'un ni l'autre. Pour ces détenteurs du capital, le Rassemblement national, parti sans colonne vertébrale, traînant comme des boulets son histoire et ses militants peu reluisants, est une aubaine. Il a permis d'éradiquer les courants de pensée qui, du gaullisme social à la gauche républicaine, tentaient de proposer une véritable politique d'alternance, fondée sur les piliers de la promesse républicaine : souveraineté du peuple, justice sociale, émancipation des individus par le savoir, par le travail et par la citoyenneté. Si ces élections de 2024 ne servent, une fois de plus, qu'à refermer le couvercle de la marmite en se disant que, certes, le pays est ingouvernable, les haines s'amplifient, l'école s'effondre, la dette est abyssale, le déficit commercial est tragique mais que, Dieu merci, « on a évité le pire », nous allons à la catastrophe. 